

Rapport de Recherche

COMITÉ : Conseil de Sécurité

PROBLÉMATIQUE : *Comment mettre fin au conflit armé et à l'occupation illégale en Israël et Palestine ?*

PRÉSIDENTS : Jules MOREL & Juliane ZEEB

Comment mettre fin au conflit armé et à l'occupation illégale en Israël et Palestine ?



MOTS-CLÉS

Sionisme : Mouvement politique qui gagna en ampleur au XIXème siècle et qui affirme le droit à l'existence d'un Etat juif en Palestine. Il a été créé à la fin du XIX siècle par le Dr Herzl.

La SDN, ou Société des Nations : première tentative d'une organisation universelle des États, principalement créée pour régler les conflits liés à la sécurité collective. Elle est proclamée par le traité de Versailles de 1919 et a siégé à Genève entre 1920 et 1946.

Le Likoud : parti politique de la droite israélienne, successeur du parti révisionniste créé en 1925 par Vladimir Jabotinsky puis du Héroul créé en 1948 par Menahem Begin, attaché au Grand Israël (les frontières d'Israël selon cette idée seraient alors délimitées par les conquêtes de la guerre des six jours, ainsi, l'existence d'un État arabe, la Jordanie n'est plus problématique, il suffirait de pouvoir préserver les terres conquises). L'idéologie prônée au sein de ce parti rejoint partiellement celles des Juifs Orthodoxes, il affirme leurs volonté de colonisation. Benjamin Netanyahu est le président du Likoud depuis Décembre 2005.

Parti travailliste : parti politique israélien plutôt de gauche, pronant la paix et la reconnaissance d'un Etat palestinien d'après les frontières de 1948.

Juifs orthodoxes : parti religieux extrémiste qui refuse l'existence d'un État arabe. Très populaires actuellement, un parti politique majeur de ce mouvement est le Shas avec comme président, Arye Dery

OLP (le Fatah) *Organisation de Libération de la Palestine* : mouvement nationaliste et laïc qui milite pour la naissance d'un État palestinien. Yasser Arafat était son leader charismatique. Le Fatah est son organisation politique implantée en Cisjordanie. Aujourd'hui il refuse la lutte armée et reconnaît l'existence d'un Etat juif.

Hamas : mouvement fondamentaliste musulman qui refuse l'existence d'Israël et revendique la lutte armée et le terrorisme. Le Hamas est implanté dans la Bande de Gaza, la divergences des idées entre le Fatah et le Hamas conduit à des conflits, au sein même des organisations arabes.

« **Une entité hostile** » C'est sous ce qualificatif que les Israéliens désignent officiellement la Bande de Gaza. Ce qui permet à Israël d'imposer des sanctions économiques au Hamas et à la Bande de Gaza.

Hezbollah : mouvement intégriste chiite soutenu par l'Iran qui refuse l'existence des juifs et s'engage dans des pratiques terroristes, notamment la prise d'otages.

Colonie : enclave israélienne fermée illégale selon le droit international, et donc sur le territoire palestinien.

Les Intifadas sont les guerres des pierres, c'est-à-dire les révoltes des jeunes palestiniens des territoires occupés entre 1994 et 2006.

La ligne verte est la ligne de démarcation entre les forces arabes et les israéliens en 1949. Elle est considérée comme la base de la séparation et la frontière entre les deux possibles États.

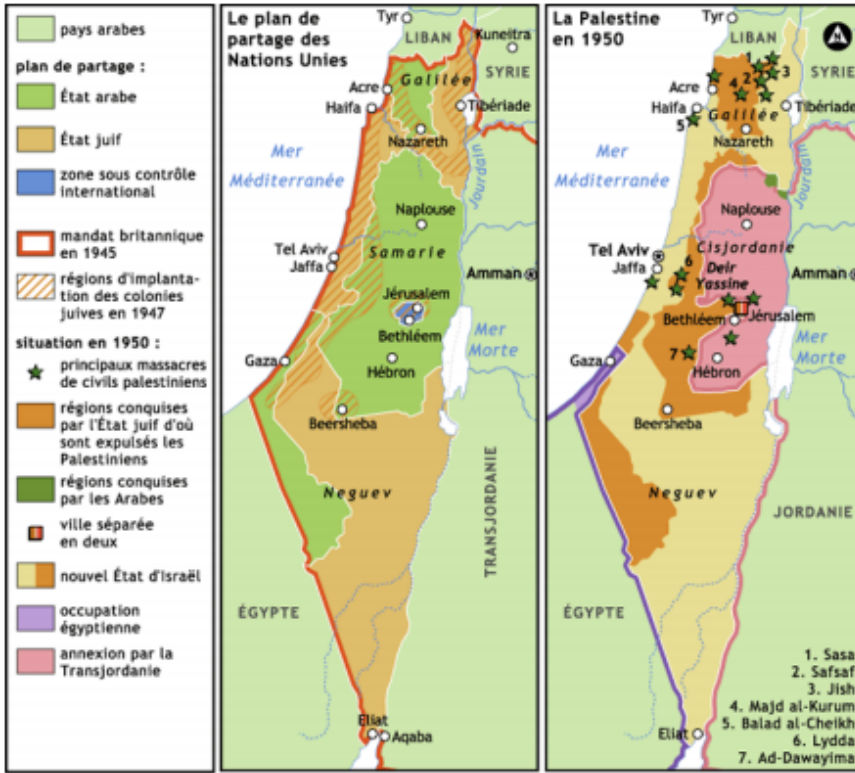
APERÇU GLOBAL

Le conflit Israélo-Arabe et la question palestinienne ont longtemps été une question majeure pour le Conseil de Sécurité depuis sa création en 1945. Ce conflit d'ampleur internationale est par ailleurs un des grands échecs de la précédente Société Des Nations (SDN).

Le Conseil de Sécurité de L'Organisation des Nations Unies (CS de l'ONU) : La Charte des Nations Unies confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Conseil compte 15 membres dont 5 membres permanents, disposant chacun d'une voix. Selon les termes de la Charte, tous les États Membres sont tenus d'appliquer les décisions du Conseil. Le Conseil de sécurité est compétent au premier chef pour constater l'existence d'une menace contre la paix ou d'un acte d'agression. Il invite les parties à un différend à régler ce différend par des moyens pacifiques et recommande les méthodes d'ajustement et les termes de règlement qu'il juge appropriés. Dans certains cas, il peut imposer des sanctions, voire autoriser l'emploi de la force pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Depuis sa création, le conseil de sécurité a adopté 226 résolutions sur le conflit israélo-palestinien.

1. Les origines du conflit Israélo-Arabe



La Palestine au Moyen Orient est une province de l'Empire Ottoman au XIXème siècle. Elle est confiée comme mandat par la SDN au Royaume Uni à la fin de la 1ère guerre mondiale. La Palestine est un mandat anglais peuplé d'une population arabophone, les Palestiniens et d'une population juive immigrée d'Europe dans les années 1920 – 1930. Les anglais, lors de la déclaration de Balfour en 1917, reconnaissent le droit au mouvement sioniste de s'installer en Palestine.

a. Le peuple Juif d'Israël

« Si je t'oublie, Ô Jérusalem, Que ma main droite se dessèche ! Que ma langue s'attache à mon palais ». **Psautre - Chant des enfants exilés d'Israël**



Pour le peuple Juif, cette zone géographique est Canaan, la terre promise de Yahvé. Les enfants d'Israël, les juifs, après l'occupation romaine au Ier siècle après JC, ont été chassés de la Palestine en formant une diaspora. Ils reviennent sur leurs territoire passés. Dans le cadre du sionisme, ils demandent la création d'un Etat juif, Israël.

b. Le peuple Musulman Palestinien

« Ô Jérusalem, terre élue d'Allah et patrie de ses serviteurs, c'est de tes murs que le monde est devenu monde ». **Le Hadith, paroles du prophète Mahomet**



Pour les arabes, la Palestine abrite à Jérusalem, le troisième lieu saint de l'Islam, le dôme du rocher, tombeau du Khalife Omar. Ils désirent conserver cette terre sainte. Les Palestiniens, en accord avec les anglais, demandent la naissance d'un État arabe : la Palestine.

c. Le plan de partage des terres par l'ONU de 1947 - 1948

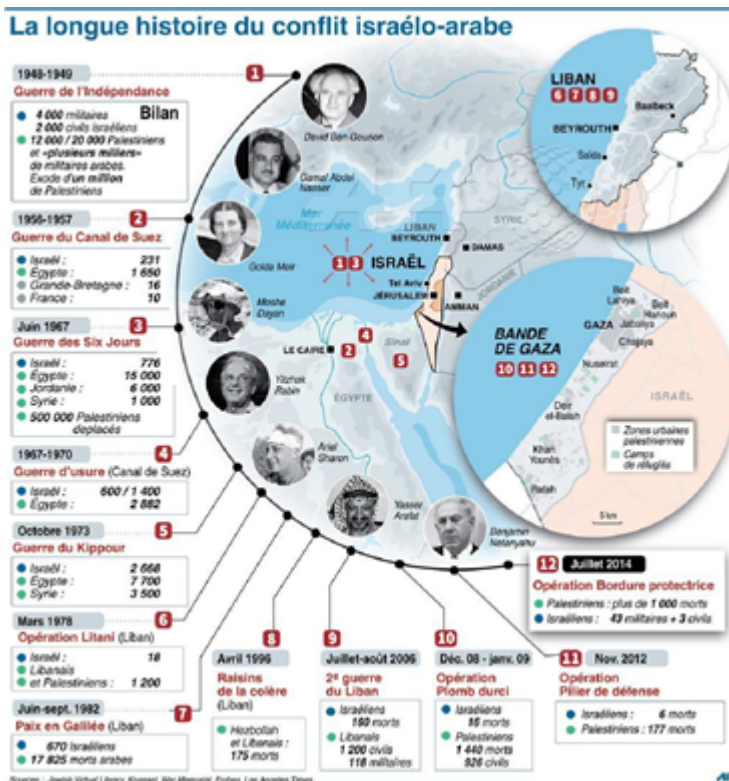
Sous l'égide de l'ONU en 1948, Le Royaume Uni doit rendre à la Palestine son indépendance. Face à la double revendication des populations, l'ONU prévoit un plan de partage en 1947.

Les deux superpuissances de l'époque - les Etats-Unis et l'URSS - souhaitent la création d'un Etat juif. Le peuple juif vient de subir le génocide nazi en Europe (6 millions de morts), les États européens ne savent que faire des survivants qui demandent à émigrer vers ce qui va devenir le futur État d'Israël et rejoindre leurs confrères déjà installés depuis les années 1920. La population juive est alors majoritaire : 500 000 juifs contre 400 000 arabes. Les populations sont inégalement réparties sur le territoire : les juifs sur le littoral, les arabes dans la vallée du Jourdain et en Cisjordanie.

L'ONU propose la création de deux États suivant un plan de partage donnant 55 % de la Palestine à un Etat juif : Israël, et 45 % à un Etat arabe : la Palestine.

Les Etats arabes refusent ce partage des terres et déclarent la guerre à Israël en 1948.

2. Chronologie des conflits armés Israélo-Arabe de 1948 à aujourd'hui



En 1947, un plan de partage est alors proposé au vote de l'ONU. Mis en place par la résolution 181, ce plan de partage prévoit un Etat juif, un Etat arabe et une zone « sous régime international et particulier » (voir carte 1). La zone internationale comprendrait les lieux saints que sont Bethléem et Jérusalem. Les onze nations arabes prenant part au vote sont contre le plan de partage. Au terme d'un vote extrêmement serré, le plan de partage est adopté le 29 novembre par 33 voix pour, 13 contre et 10 abstentions.

Des affrontements entre juifs et arabes explosent dès les jours qui suivent le vote de l'ONU.

a. 1948 et la proclamation de l'État d'Israël

Le 14 Mai 1948 David Ben Gourion, ancien premier ministre d'Israël et président du parti travailliste israélien, proclame la création de l'Etat d'Israël, alors reconnu par Moscou et Washington.

L'annonce provoque l'entrée en guerre immédiate des Etats arabes. Les armées d'Egypte, de Jordanie, de Syrie, du Liban et d'Irak envahissent le pays. C'est la première guerre israélo-arabe. L'armée israélienne, Tsahal, repousse les armées de la ligue arabe et remporte la guerre. Israël agrandit son territoire d'un tiers.

Les combats s'accompagnent de l'exode d'environ 800 000 réfugiés palestiniens.
(Voir le détail du bilan humain sur la carte 2 et l'agrandissement territorial sur la carte 1)

b. 1967 et la guerre des 6 jours

Les tensions frontalières entre Israël et la Syrie augmentent. La propagande soviétique proclame alors qu'Israël est en train de préparer une guerre totale contre Damas. Ces déclarations forcent l'Egypte, en vertu du traité d'assistance mutuelle signé par les deux pays, à apporter son soutien à la Syrie.

Du 5 au 11 juin, c'est la guerre des Six Jours. Elle se conclut sur une victoire militaire écrasante d'Israël qui a conquis le Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, et le plateau du Golan : c'est le Grand Israël.

Ainsi, les Israéliens peuvent à nouveau accéder à la vieille ville de Jérusalem et prier au Mur des lamentations.

Le flot de réfugiés palestiniens s'amplifie de plusieurs millions de Palestiniens qui se réfugient dans les autres pays arabes. Ils sont plus de 4.5 millions aujourd'hui, formant une diaspora.

En parallèle, les dirigeants de huit États arabes se réunissent pour un sommet de la Ligue arabe à Khartoum, au Soudan. Ils décident de s'accorder sur la ligne politique commune à adopter envers Israël. La « résolution de Khartoum », votée le 1er septembre, acte un « triple non » : « Pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance de l'État d'Israël, pas de négociations avec lui. » Elle réaffirme « les droits du peuple palestinien sur son propre pays » et la volonté de récupérer les territoires perdus.

(Voir le détail du bilan humain sur la carte 2)

c. 1973 et la guerre du Kippour

Le jour de Yom Kippour, le plus sacré du calendrier juif, les armées syriennes et égyptiennes attaquent simultanément Israël. Ils sont rapidement battus et les capitales arabes sont menacées par Tsahal.

Les palestiniens n'envisagent plus une victoire arabe et s'engagent dans le terrorisme
(Voir le détail du bilan humain sur la carte 2)

d. 1979 et le début des ententes Isralo-Arabe

Le 26 mars 1979, le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin signent un traité de paix. Il implique la normalisation de leurs relations, le retrait des troupes israéliennes du Sinaï occupé depuis 1967 et un droit de libre passage à Israël dans le canal de Suez. L'Égypte devient le premier pays arabe à reconnaître l'État hébreu.

Après la guerre du Kippour d'octobre 1973, le président égyptien a cherché la paix avec Israël pour des raisons de politique intérieure et afin d'améliorer la situation économique. « On parle de paix froide entre Israël et l'Égypte, car elle n'implique aucun grand enthousiasme ni d'échanges remarquables », Anouar el-Sadate et Menahem Begin reçoivent le prix Nobel de la paix en 1978.

L'Égypte est alors mise au ban de la Ligue arabe pendant 10 ans et Sadate est assassiné lors d'un attentat en 1981 par des extrémistes égyptiens.

e. 1982 et la guerre du Liban

Le 6 juin, Israël déclenche l'opération « Paix en Galilée » et envahit le Liban. L'objectif : mettre fin aux attaques palestiniennes depuis le Sud-Liban. La Syrie est battue en quelques jours.

(Voir le détail du bilan humain sur la carte 2)

f. Les années 1990 à aujourd'hui

Les 30 dernières années du conflit israélo-arabe ne prennent plus la forme de guerre ouverte comme celles qui ont pu avoir lieu entre 1948 et 1982.

De grandes périodes de tensions plus ou moins violentes mais d'importance géopolitique moindre entrecoupées par des périodes de trêves et de paix surviennent fréquemment et de façons répétitive . Les multiples défaites des pays arabes poussent les Palestiniens à l'activisme et au terrorisme. Voici les dates importantes à retenir de cette période :

(La carte ci contre présente la composition actuel du territoire)



Les années 90 présentent alors un espoir de paix, en lien avec des négociations entre Israéliens et Palestiniens

Le 13 septembre 1993 : Israël et l'OLP signent à Washington un accord de principe ("Oslo I") sur une autonomie palestinienne transitoire de cinq ans. (voir partie sur les accords internationaux)

Et fin 1995 Israël se retire de six villes de Cisjordanie qui deviennent autonomes.

Cependant la tendance a globalement penché vers une reprise du conflit notamment avec le retour au pouvoir du Likoud et l'importance grandissante du Hamas

Plus de précisions sur les dates : ☰ Annexe 1

3. Les enjeux actuels du conflit

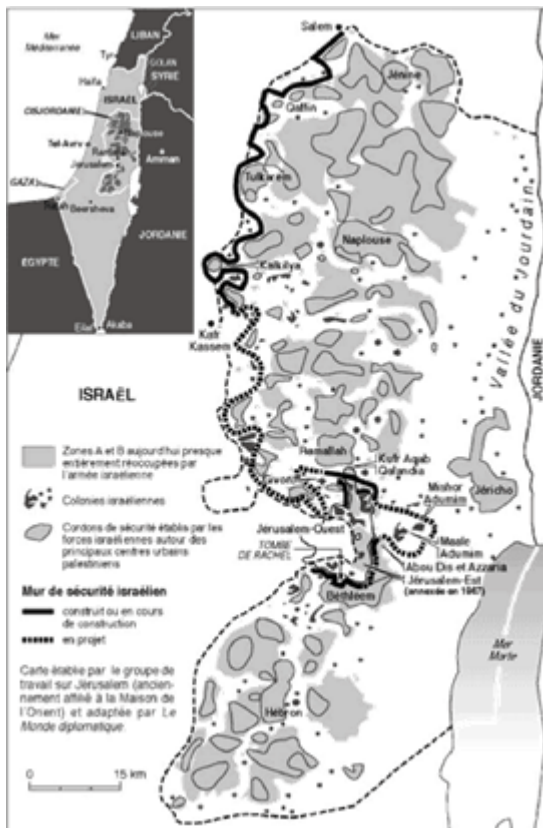
La persistance des tensions se traduit par une volonté religieuse très forte et intergénérationnelle mais aussi par des nouveaux enjeux de développement économiques, sociaux, politiques et géographiques.

a. Tableau de la situation actuelle Israélo-Palestinienne

	Israël	Territoire palestinien
Superficie	22 000 km ²	6 200 km ²
Population	9.1 millions d'habitants (20 % d'arabes)	5 millions d'habitants
Indice de fécondité	3,1 enfants par femme	4,4 enfants par femme
Densité de population	445 habitants au km ²	846 habitants au km ²
PNB	371 milliards de \$	15 milliards de \$
PNB par habitant	41 700 \$ par habitant	3 050 \$ par habitant
IDH	0,906	0,690

→ La Palestine ne survit que par l'aide internationale. Elle représente en 2018, 1,41 milliards de \$ venant de l'Union Européenne et des États européens, des États - Unis, des pays arabes, de la Norvège et du Japon.

b. L'occupation illégale israélienne, les colonies et actualité



La ligne verte définit le tracé de séparation proposé par l'ONU entre les deux États. Ainsi, les israéliens cherchent à contrôler le maximum de territoires avant la probable partition officielle en deux États. Israël crée alors des colonies dans les territoires occupés. Les colonies répondent à plusieurs objectifs qui sont le contrôle de Jérusalem en encerclant la partie palestinienne. (Jérusalem demeure un enjeu central, à la fois pour des motifs religieux et stratégiques). Le contrôle des ressources en eau du Jourdain par l'implantation de population et d'activités le long de la frontière jordanienne. Et enfin, la prise une partie du territoire palestinien au-delà de la ligne verte.

Ce qui qualifie une occupation, c'est que l'entité occupant y exerce une administration civile. La Cisjordanie est conjointement administrée par les autorités civiles israéliennes et palestiniennes: zone A (administration 100% palestiniennes en zone urbaine) zone B (conjointe israélienne et palestinienne) zone C (administration 100 % israélienne: lieux saints et stratégiques)

En parallèle les israéliens construisent un mur de séparation entre les deux territoires pour empêcher les migrations même quotidiennes des populations palestiniennes, le but étant aussi de se protéger des attentats suicides. Il existe donc logiquement des lieux stratégiques et des lieux de confrontation qui sont les « check points » entre les deux Etats sur le mur de séparation. Les « check points » sont gardés par l'armée israélienne qui filtre un à un les Palestiniens venant travailler en Israël.

c. Tableau Bilan des enjeux actuels

	Israël	Palestine
Religieux et symboliques	La terre promise et la ville sainte des juifs, Jérusalem.	Jérusalem est un lieu saint de l'Islam.
Politique	La reconnaissance d'un Etat juif par tous les acteurs, même extrémistes.	L'existence réelle d'un Etat palestinien indépendant.
Société	L'opposition entre juifs orthodoxes religieux, les colons et les juifs laïques	L'opposition entre le Fatah qui tient la Cisjordanie et le Hamas qui tient Gaza.
Géographique	Contrôler le plus de territoires, les ressources en eau et la frontière pour assurer l'existence et la sécurité d'Israël.	Assurer la continuité territoriale entre la Cisjordanie et Gaza
Economique	Devenir un pôle de développement régional. Économie ultra-libérale.	Sortir du sous-développement et des crises humanitaires
Militaire	Stopper l'escalade entre raids aériens et attentats suicides.	Désarmer les milices extrémistes du Hamas et du Hezbollah.

TRAITÉS DE L'ONU ET GRANDS ÉVÉNEMENTS

29/11/1947 Résolution 181 de l'assemblée générale

Adoption du plan de partage : la Palestine est divisée en deux États indépendants, l'un arabe, l'autre juif, et Jérusalem est placée sous administration des Nations unies.

22/11/1967 Résolution 242 du CS

Votée à la suite de la guerre des Six Jours. L'ONU se réfère régulièrement à ce texte dans d'autres résolutions adoptées sur la question israélo-palestinienne. Le Conseil de sécurité condamne « l'acquisition de territoire par la guerre » (version en langue anglaise) et demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés ». Il affirme « l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique » de chaque État de la région.

21/05/1968 Résolution 252 du CS

Le Conseil de sécurité déclare « non valides » les mesures prises par Israël, y compris l'expropriation de terres et de biens immobiliers, qui visent à « modifier le statut de Jérusalem », et demande à celui-ci de s'abstenir de prendre de telles mesures.

25/10/1973 Résolution 340 du CS

A la suite de la guerre de Ramadan ou de Kippour, création de la deuxième Force d'urgence des Nations unies (FONU-II) qui vise à « superviser le cessez-le-feu entre les forces égyptiennes et israéliennes » et à assurer le « redéploiement » de ces mêmes forces

17/09/1978 Accord de camp David entre Israël et l'Egypte

Sous l'égide des Etats - Unis, le Président égyptien Sadate et israélien Begin signent des accords de paix. Israël rend le Sinaï à l'Egypte. → Sadate est assassiné en 1982 par des musulmans intégristes pour son accord avec Israël. Progressivement, les États arabes font la paix avec Israël.

03/11/1991 La conférence de Madrid

Dans le contexte de la fin de la guerre froide et à la suite de la guerre du Golfe de 1991, marquée par la victoire de la coalition, la diplomatie américaine décide de travailler à la question palestinienne et au processus de paix. Sous la présidence de George Bush (1989-1993), les relations avec Israël se refroidissent, les Etats-Unis défendant sur le plan économique leurs intérêts pétroliers détenus dans la région du Golfe, et sur le plan du droit international, s'étant faits les défenseurs du Koweït lors de la guerre du Golfe, ils entendent appliquer ce même droit aux Territoires palestiniens. Conduites par le secrétaire d'Etat américain James Baker, des négociations sont entreprises avec Israël, la Syrie, les Palestiniens (Palestiniens de l'intérieur, c'est-à-dire des Territoires occupés, non membres de l'OLP), la Jordanie et le Liban. Les Etats-Unis entendent ainsi normaliser les relations entre Israël et les Etats arabes.

04/05/1994 Les accords d'Oslo

Les accords d'Oslo sont le résultat d'un ensemble de discussions menées en secret, en parallèle de celles publiques consécutives à la conférence de Madrid de 1991, entre des négociateurs israéliens et palestiniens à Oslo en Norvège, pour poser les premiers jalons d'une résolution du conflit israélo-palestinien. Le processus d'Oslo est complété le 4 mai 1994, de l'**accord de Jéricho-Gaza** qui investit la nouvelle Autorité nationale palestinienne de pouvoirs limités. Enfin, l'accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza ou « **Accord de Taba** », qui est signé à Washington le 28 septembre 1995, prévoit les premières élections du Conseil législatif palestinien et implique un découpage négocié des territoires palestiniens en trois zones où les contrôles israélien et palestinien s'appliquent de façon différente, dans l'attente de l'aboutissement des négociations toujours en cours.

La vive poignée de main entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin derrière la Maison-Blanche et devant le président Bill Clinton à la suite de la signature des accords de Washington fait renaître l'espoir de l'établissement d'une paix durable entre l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Cette tentative de processus de paix israélo-palestinien, largement soutenue par la communauté internationale, sera mise en difficulté entre 1996 et 1999 à la suite du durcissement des positions de part et d'autre lorsque seront abordés les thèmes cruciaux du statut de Jérusalem, du problème des réfugiés palestiniens, de la lutte contre le terrorisme.

19/11/2003 Résolution 1515 du CS

Le Conseil de sécurité se déclare « attaché à la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivent côte à côte, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues », et demande en conséquence aux parties en conflit de s'acquiescer des obligations relatives à la « feuille de route » du Quartet (créé en 2002 et composé des Etats-Unis d'Amérique, de la

Russie, de l'Union Européenne et des Nations Unies, le "Quartet pour le Moyen Orient", cherche à réaliser une médiation dans le processus de paix israélo-palestinien).

Autres traités de l'ONU et grands événements : [☰ Annexe 2](#)

SOLUTIONS POSSIBLES

Les classes politiques actuellement en place, autant Arabe que Israélienne, ne permettent pas de dialogue constructif sur des solutions qui ont déjà été envisagées par le CS de l'ONU. En effet, les leaders politiques Palestiniens doivent tenir compte de l'existence d'un composante Islamiste radicale et par conséquent antisémite (car cette composante refuse le droit à l'existence d'Israël) et les leaders politiques Israéliens doivent tenir compte du mouvement Juifs Orthodoxes et par conséquent islamophobes. Tous consensus et la mise en place de la paix semble impossible actuellement. D'autant plus que démographiquement, les Juifs Orthodoxes d'après leur idéologie, ont en moyenne deux à trois fois plus de progénitures que le reste de la population Israélienne. Ainsi, des solutions envisageables pourraient voir le jour uniquement sur des projections à long terme. Par exemple, une rééducation plus profonde des populations sur la tolérance et les principes fondamentaux du droit international. Des solutions de ce genre permettraient alors des changements idéologiques concrets qui aboutirait à un changement des classes politiques, qui pourraient alors établir un consensus qui conviendrait à la majorité des populations de l'ouest Moyen-Orient.

Cependant, par l'intermédiaire d'acteurs internationaux, un retour des négociations pourrait être possible :

Voici quatre solutions qu'il est nécessaire d'approfondir :

[Quatre solutions un peu courtes pour comprendre le conflit israélo-palestinien | Cairn.info](#)

Relancée par une volonté de Joe Biden le 46ème président des Etats Unis d'Amérique , une solution majeure bien que déjà proposée par le CS auparavant serait celle de la délimitation de deux États très distincts: Un état Israélien (dans les frontières actuelles) et un état Arabe (composé de la Cisjordanie et de la bande de Gaza dans des frontières sans les colonies d'occupation) .

Quels statuts pour la ville de Jérusalem ?

La ville de Jérusalem serait quant à elle sous mandat international ce qui signifie que seuls les pèlerins pacifiques et pour seule vocation de célébrer leurs divinités en paix y auraient accès. (Un peu comme le Vatican aujourd'hui pour l'ordre catholique). La ville de Jérusalem ne doit plus faire l'objet de revendications nationales.

Quelles solutions pour la rétrocession des colonies juives de Cisjordanie ? (voir annexe 1)

La solution à deux États pourrait être selon certains idéologues, extrêmement dangereuse: des déplacements de populations étant nécessaires, une guerre civile serait inévitable.

La politique de colonisation d'Israël rend la solution à deux États difficilement envisageable. Un substitut pourrait alors être la création d'un État fédéral (liant Israël et la Palestine dans son entièreté) basé sur le modèle suisse serait une alternative et permettrait d'éviter une guerre civile.

Comme vu précédemment, la question de la rétrocession des colonies juives de Cisjordanie pose la question des déplacements de populations et le retour des colons en Israël. Si une solution à deux états est souhaitée, Comment la communauté internationale peut-elle accompagner de tels mouvements de populations?

Comment parvenir à une entité palestinienne plus unifiée et pacifiée ? (Faire du Hamas et de la Cisjordanie un même pays sans conflit d'intérêt)

Après le dernier cessez le feu entre Israël et la Bande de Gaza, un mouvement d'unification palestinien a resurgi. De nombreuses manifestations populaires ont eu lieu pour cette unification.

Une solution pour faciliter cette unification tant politiquement que géographiquement et économiquement, serait un repartage des terres Israélo-Palestinienne, pour permettre une réunification territoriale entre les deux entités palestinienne aujourd'hui séparées ou , de façon plus modérée des modalités de circulation entre les deux entités palestiniennes garanties et sécurisées.

Enfin, pour assurer la stabilité et la viabilité de la coexistence de deux Etats, comment répartir la ressource en eau de façon plus équitable?

En effet, Les Accords d'Oslo II (1995) ont perpétré la répartition inégale de l'eau instaurée depuis 1967 : 80% des eaux souterraines sont allouées à Israël, l'aire de captage se situant pourtant à 75% en Cisjordanie. Seulement 20% des ressources en eau disponibles sont affectées aux Palestiniens.

Modifier les accords d'Oslo dans l'idée de répartir l'eau en fonction des besoins propres à chaque pays, et les re-faire ratifier par chacune des parties pourrait être une solution à cette question.

BIBLIOGRAPHIE

[Mr Arnal](#)

[\(7\) Alpha Blondy - Jérusalem \[clip officiel\] - YouTube](#)

[Israël-Palestine \(francetvinfo.fr\)](#)

[Israël - Palestine: ce qui a entraîné l'actuelle flambée des violences \(lavoixdunord.fr\)](#)

[Conflit israélo-palestinien : Heurts avec des soldats israéliens, près de 150 blessés palestiniens \(rtbf.be\)](#)

[Le «Dôme de fer» intercepte des dizaines de roquettes venues de Gaza \(lefigaro.fr\)](#)

[Après la destruction d'un immeuble abritant des médias internationaux à Gaza, indignation et colère contre Israël \(lemonde.fr\)](#)

[Pourquoi et comment l'ONU a-t-elle été créée ? – ONU France \(unric.org\)](#)

[Conseil de sécurité des Nations Unies |](#)

[Nations Unies | Paix, dignité et égalité sur une planète saine](#)

[Résolutions | Conseil de sécurité des Nations Unies](#)

[Depuis 1948, Israël a souvent fait fi des résolutions de l'ONU \(la-croix.com\)](#)

[Conflit israélo-palestinien - France ONU \(delegfrance.org\)](#)

[L'ONU et la question de l'apartheid israélien – BDS France](#)

[ATLAS HISTORIQUE - Cartographie & histoire \(atlas-historique.net\)](#)

[Le conflit israélo-palestinien : origine, dates, clés, conséquences... \(lefigaro.fr\)](#)

[Liban Juillet 2006 | Stratégie d'Israël \(wordpress.com\)](#)

[Qu'est-ce que les Accords d'Oslo ? - Amnesty International France](#)

[Avec la résolution 2334 Israël viole 35 résolutions de l'ONU #israel - AgoraVox le média citoyen](#)

[Tout comprendre au conflit israélo-palestinien-Les Sherpas](#)

[maxresdefault.jpg \(1280x720\) \(yting.com\)](#)

[Les douze règles du journalisme "indépendant" qui couvre le conflit israélo-arabe - Le porte-parole indépendant - Le porte-parole indépendant \(mondoblog.org\)](#)

[15 israel_1947_2010-01.jpg \(701x542\) \(bp.blogspot.com\)](#)

[Conflit israélo-palestinien : 10 questions pour comprendre la violence - BBC News Afrique](#)

[Conflit israélo-palestinien : Joe Biden pour la solution à deux États - Le Point](#)

COMPRENDRE LE SUJET DE FAÇON VISUEL ET ANIMÉ

[\(7\) Expliquez-moi... Le conflit israélo-palestinien - YouTube](#)

[\(7\) Israël-Palestine : quelle solution ? - Une Leçon de géopolitique #37- Le Dessous des cartes | ARTE - YouTube](#)

[\(7\) Gaza, Israël, Palestine : comprendre la situation en cartes - YouTube](#)

[\(7\) Un demi siècle de conflit à Jérusalem expliqué en 5 minutes - YouTube](#)

[\(7\) Comprendre les origines de la guerre à Gaza en 5 minutes - YouTube](#)

[\(7\) Comprendre la colonisation israélienne en cinq minutes - YouTube](#)